

## Grande-Bretagne : fin de règne pour Tony Blair<sup>1</sup>

***Stop ou encore ? L'apôtre, avec Clinton, de la « troisième voie », ni néolibérale, ni socialiste, a longtemps été présenté comme un exemple à suivre dans la plupart des pays riches. Mais le modèle semble bien usé. Au point que certains, dans son pays, lui suggèrent de jeter l'éponge au plus vite.***

J'y suis, j'y reste. De plus en plus contesté par une large partie de l'opinion, le Premier ministre britannique Tony Blair fait le gros dos : « *Je resterai le temps qu'il faudra pour mener à bien le programme pour lequel nous avons été élus.* » Outre que le chef du Parti travailliste a senti passer le vent du boulet lors des dernières élections, il est aujourd'hui régulièrement mis en difficulté dans sa propre formation. Ca sent la fin de règne. En cause, les outrances de ses options libérales.

Récemment, M. Blair a fait adopter une réforme de l'enseignement secondaire. Contre l'avis de 52 parlementaires travaillistes. Mais avec l'appui de l'opposition de droite, évidemment favorable à un processus de privatisation rampante de l'éducation. Les écoles qui le souhaiteront pourront s'affranchir des autorités publiques. Et être administrées par un « trust » sous la direction d'un sponsor privé, association, université, club sportif ou entreprise. Des entreprises comme Toshiba, Honda, Vidaphone ou Microsoft, des banques, des églises se sont dites prêtes à parrainer des écoles. Tony Blair a assuré que l'essentiel est de faire ce qui est bon « *sans tenir compte des questions de dogmes et de doctrines.* » Mais, selon une enquête d'opinion, seuls 25% des militants travaillistes sont favorables à cette réforme. *The Economist*, la publication des milieux d'affaires, a salué l'initiative du Premier ministre en ces termes éclairants : « *La réussite principale de M. Blair a été de consolider les réformes de marché lancées par Mme Thatcher et, après un premier mandat gâché, de les avoir étendues aux domaines de la santé et de l'éducation.* » Il y a quelques mois, M. Ernest-Antoine Sellière, le « patron des patrons » européens au sein de l'Unice, avait pu lancer sans trop d'ironie : « *Je suis un socialiste britannique.* » Il est vrai qu'Anthony Blair semble partager avec lui une vision fort aristocratique et élitiste de la gestion publique. Une retentissante affaire d'achats de titres de noblesse vient de ternir encore un peu plus l'image de son administration. Le trésorier du Parti travailliste, Jack Droney, a ainsi découvert que des hommes d'affaires avaient accordé aux travaillistes des crédits à très bas taux d'intérêt. Ces bienfaiteurs ont ensuite été proposés comme membres de la Chambre des lords. Selon un récent sondage, 70% des électeurs sont désormais convaincus que le New Labour est autant corrompu que ne l'était le pouvoir conservateur précédent. Gênant pour un leader qui, lors de son accès au pouvoir en 1997, avait promis: « *Nous serons plus blancs que blancs.* »

### « Qu'il s'en aille ! »

« *J'aime bien le gars* » a déclaré le comédien Tony Robinson, membre du comité directeur du Labour. « *Mais Tony Blair traîne tellement de casseroles qu'il faut qu'il s'en aille.* » Tel est d'ailleurs l'avis d'une bonne partie de la presse, y compris au centre-gauche. Le *Guardian* vient ainsi de lui suggérer de passer la main au profit de son dauphin, Gordon Brown. A droite, *The Economist* estime qu'« *après neuf ans fatigants au pouvoir (...) il serait certainement mieux pour lui de partir quand il a encore l'avantage.* »

La grogne sociale monte dans le pays. Le gouvernement est engagé dans un rude bras de fer avec les syndicats de fonctionnaires. Un million et demi d'employés des administrations locales ont fait grève pour s'opposer à la mise en cause de leurs retraites. Ces salariés devraient travailler jusqu'à 65 ans pour obtenir une pension convenable. Ce mouvement a été présenté comme le plus important du pays

---

<sup>1</sup> Analyse parue dans le N° 262 du *Journal du mardi*, 11 avril 2006.

depuis la grève générale de ...1926. Le gouvernement avait déjà été contraint au recul à l'automne dernier, sur sa volonté de retarder l'âge du départ à la retraite pour les fonctionnaires de l'administration centrale. Selon les syndicats, tout recul sur la question pénaliserait avant tout les femmes, majoritaires, et les bas salaires, largement répandus dans l'administration. Il est vrai qu'un rapport officiel, présenté fin 2005, suggérait à Tony Blair de rallonger le temps de travail des salariés jusqu'à 67, voire 69 ans.

### **Un modèle pour l'Europe ?**

Ainsi va la « troisième voie » britannique montrée en exemple dans les milieux européens. La très conservatrice Margareth Thatcher avait mis la Grande-Bretagne sur les rails de l'ultra-libéralisme. M. Blair avait symboliquement assumé sa filiation idéologique avec la « dame de fer » en la recevant à Downing Street au lendemain de sa première élection en 1997. Les néo-travailleurs ont eux-aussi entrepris de combattre le « corporatisme » du secteur public en poursuivant les privatisations. Avant l'enseignement secondaire, le partenariat privé-public a confié des missions de service public au privé dans les hôpitaux, les écoles, les prisons, l'armement, les transports en commun. Un des idéologues du *New Labour*, le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson, a entrepris de relayer ce combat au niveau de l'Union en luttant contre les « rigidités » des économies européennes et en poussant les feux de la dérégulation. Un proche de M. Blair s'est réjoui de la « constitutionnalisation » du modèle anglo-saxon sur le Vieux continent avec le projet de traité et la directive « Bolkestein » sur le commerce des services.

Pendant longtemps, M. Blair a su désamorcer la rogne de syndicats affaiblis en mettant en avant les atouts du « modèle britannique ». En 2004, la croissance était encore de 3,2%, le chômage à 4,7%. De quoi tenter de « vendre » des recettes alignées sur les dogmes de la globalisation libérale: flexibilité du marché du travail, dérégulation, ouverture des marchés. L'an dernier, renversement de tendance., La Grande-Bretagne n'a plus affiché qu'1,8% de croissance. Selon l'institut des études fiscales, il faudra 3,6 milliards d'euros d'impôts supplémentaires pour compenser la chute des recettes. En cause, notamment, la baisse de la consommation populaire. Les ménages britanniques sont endettés en moyenne à plus de 150% de leurs revenus annuels. Un des niveaux les plus élevés de la planète. Quant au niveau de l'emploi, il se détériore à nouveau. Certes, un million de personnes sont enregistrées comme chômeurs. Mais les statistiques sont trompeuses. 40% des femmes demandeuses d'emplois seulement sont inscrites sur les registres du chômage. Plus de 2,6 millions de personnes en âge de travailler ne se retrouvent pas dans les chiffres officiels. Le gouvernement a annoncé son intention de diminuer les indemnités d'un million de ces personnes pour les remettre de force sur le marché du travail, histoire de faire des économies. Mais, d'autre part, la flexibilité à outrance au regard de la faiblesse des dépenses dans la formation, la recherche et l'investissement productif se paie par une faiblesse de la productivité du salariat britannique. Et 8 millions de travailleurs sont employés à temps partiel quand 25% d'entre eux « bossent » plus de 48 heures par semaine.

Dans le même temps, la fortune des britanniques les plus riches a doublé en quelques années. Mais le taux de pauvreté de 17% est un des plus élevés d'Europe. Selon l'ONU, le pays est en queue du peloton des pays riches dans le classement de l'indice de pauvreté. Avec l'Irlande et les Etats-Unis, deux autres pays phares du libéralisme appliqué.

### **Néolibéralisme guerrier.**

Selon Keith Dixon, professeur de civilisation britannique à l'université Lumière-Lyon-II, le « blairisme » « n'a plus rien à voir avec la social-démocratie ». <sup>2</sup> Il a non seulement rompu avec le keynésianisme,

---

<sup>2</sup> Keith Dixon. « *Un abécédaire du blairisme. Pour une critique du néolibéralisme guerrier* ». Éditions du Croquant, collection « savoir-agir » (189 pages, 11 euros).

prêt-à-penser économique de la plupart des courants sociaux-démocrates depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, « *mais il a surtout poursuivi, et dans certains cas, accéléré le travail de subversion et de démantèlement des institutions mises en place par les sociaux-démocrates britanniques après la guerre.* » Ce qui est vrai de l'ensemble des institutions de l'État social britannique. Le blairisme n'est pas non plus « *le thatchérisme en pantalon* » mais « *un libéralisme de deuxième génération* » combinant souplesse (réformes institutionnelles), voire progressisme (reconnaissance des minorités, égalité des sexes) et « *une orthodoxie économique et sociale néo-libérale rigoureuse* ». Sous sa version « troisième voie », conceptualisée par Anthony Giddens qui a donné consistance au projet « *de transformation-destruction de la (vieille) gauche* », le blairisme, avec la complicité de Bill Clinton et des nouveaux démocrates américains, avait tenté de construire une alliance « progressiste » pour tailler des croupières à l'Internationale socialiste. Cette stratégie internationale n'a pas eu l'effet escompté, poussant le « néo-travailleurs » vers des alliances de plus en plus marquées à droite (Berlusconi, Aznar, Bush). Désormais, affirme Dixon, « *le blairisme (cette volonté d'en finir avec ce que d'aucuns appellent le "surmoi marxiste" de la gauche et d'accepter les contraintes enthousiasmantes du marché) ne doit plus dire son nom. Mais il est bien là, tapi, entre autres dans les débats sur la nouvelle constitution européenne* ».

### **Le nucléaire au privé ?**

Le gouvernement britannique a décidé de confier au privé le démantèlement de ses vieilles centrales nucléaires. Le principal opérateur public, le *British Nuclear Group*, sera vendu d'ici l'automne 2007. Cette solution serait « *la meilleure en termes de sécurité, de coût, de rentabilité et de fiabilité* » estime l'Autorité du démantèlement nucléaire (NDA). Non sans provoquer la polémique. La dépendance vis-à-vis d'un gaz de plus en plus coûteux a relancé le débat sur l'option nucléaire. Le gouvernement doit décider dans quelques mois de construire ou non de nouvelles centrales. Les adversaires du nucléaire voient la privatisation comme un premier pas vers une réorientation de la politique énergétique en ce sens.

### **Comme le FBI**

Tony Blair vient d'installer une nouvelle agence de sécurité calquée sur le FBI. La SOCA se concentrera sur les organisations criminelles spécialisées dans les trafics d'êtres humains, la drogue et les fraudes. Elle sera dirigée par l'ancien chef du M15, le contre-espionnage britannique. Une partie de ses agents seront formés aux Etats-Unis. Ils disposeront de nouveaux pouvoirs, comme le recours à des écoutes téléphoniques comme preuves à charge ou négocier des arrangements avec des mafieux.

---